

<http://divergences.be/spip.php?article336>



Charles Reeve

Incendies sans paroles

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - Thématiques - Charles Reeve (J. Valadas) - Textes -

Date de mise en ligne : mercredi 28 février 2007

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Début novembre 2005, trois jeunes apeurés par un contrôle policier tentent de se cacher dans un transformateur électrique, à Clichy sous Bois, une banlieue ouvrière pauvre de la région parisienne. Deux meurent électrocutés et le troisième est gravement brûlé. Connaissant la dangerosité des lieux les policiers ne leur porteront aucun secours et les présentent comme des délinquants connus, ce qui s'avère plus tard être faux. Ces faits provoquent immédiatement des manifestations suivies d'émeutes dans la ville. Lesquelles s'étendront rapidement à d'autres quartiers de la région parisienne et ensuite à toute la France. Les émeutes ont duré presque deux semaines et se calment juste avant que le gouvernement décrète l'état d'urgence. Ces événements surviennent à la suite de propos méprisants et agressifs, du ministre de l'intérieur (l'intention de « nettoyer les quartiers » et la référence à « la racaille » pour définir les jeunes) qui avaient fait monter la tension. La mort des deux jeunes a mis le feu aux poudres.

[Video sur les banlieues area](#)

Etat des lieux

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L252xH373/5-3-27cdf.jpg>

Les violences policières et les révoltes dans les quartiers ouvriers pauvres ne datent pas d'aujourd'hui. Construites, dans les années cinquante, pour loger le prolétariat de la grande industrie, ces villes dortoirs à urbanisme vertical hideux, ont accompagné les conséquences sociales de la crise économique, la désindustrialisation et l'accroissement du chômage. Conséquence inévitable, on trouve concentrées dans ces quartiers les populations ouvrières les plus pauvres, notamment d'origine immigrée, ce sont souvent des familles qui sont en France depuis deux ou trois générations (le grand-père d'un des jeunes tués par la poursuite policière émigra en France en 1938), parfois aussi des familles arrivées plus récemment, avec des situations précaires, voire sans papiers. Beaucoup de jeunes ont la nationalité française même si ce n'est pas celle de leurs parents. La majorité des travailleurs est d'origine maghrébine, turque, ou africaine, parfois il y a aussi dans ces quartiers des prolétaires pauvres d'origine portugaise, asiatique, française ou autre. Les jeunes, qui constituent presque la moitié de la population de ces quartiers, sont les premiers touchés par le chômage. Le taux de chômage moyen est de l'ordre de 25% mais par endroits, comme c'est le cas à Clichy sous Bois, où a commencé la révolte après la mort des deux jeunes, il peut atteindre les 40%.

Dans ces quartiers pauvres, la crise de l'école publique prend des formes extrêmes. Les conditions matérielles y sont en constante dégradation, les budgets réduits. Et la majorité des jeunes se trouve tout naturellement en état « d'échec scolaire ». L'état de l'enseignement public ne peut plus être abordé de façon uniforme. Il n'y a plus une Ecole publique mais des écoles publiques, selon la richesse ou la pauvreté des quartiers. Depuis le début de la révolte, des voix « raisonnables » proposent le rétablissement des crédits pour les éducateurs qui étaient censés encadrer les jeunes des quartiers. C'est là une légende. S'il est vrai que les crédits furent coupés de moitié par les derniers gouvernements, ces éducateurs n'avaient jamais eu un poids réel. Par contre, le soutien scolaire pour les jeunes en difficulté, fut progressivement abandonné rejetant encore plus rapidement ces jeunes hors de l'école dans un cadre de chômage de masse, d'économie « parallèle », d'implosion familiale.

Ces dernières années, la pression répressive s'est accentuée sur les jeunes. Désormais le harcèlement policier est constant, plus violent et plus agressif, il cherche à humilier, à écraser l'individu. Et pas seulement les jeunes. Comme le rappelait une femme, « Maintenant, quand je descends les poubelles je fais attention à avoir mes papiers d'identité sur moi ! ». Le quantitatif a transformé le qualitatif, on passe dans une autre situation ; la répression change de forme.

Le droit étant un édifice idéologique essentiel au fonctionnement du capitalisme, on peut rappeler ce que disait Marx : que les formes de gouvernement et de droit tendent à, correspondre aux formes d'exploitation. Une exploitation plus sauvage et violente implique un droit plus dur et des gouvernements plus autoritaires ¹. Ainsi, la récente réforme du Code pénal permet une multiplication des poursuites et des peines. Les événements sont venus confirmer que les modifications de la loi ont rendu son cadre plus vague, tout acte devient délit selon les endroits et les personnes et, s'il n'y a pas de délit, on peut facilement l'inventer. Les peines concernant l'interdiction de « regroupement dans les cages d'escalier des immeubles » en sont un parfait exemple. Cette nouvelle situation a engendré une peur constante du contrôle et de la police, l'idée même du pouvoir étant que les espaces que les jeunes considèrent encore comme les leurs, immeubles, quartiers, ne doivent plus l'être.

Consubstantiel au système capitaliste et à la division sociale du travail, le racisme prend des formes spécifiques en chaque société. En France, ce sont l'histoire coloniale et les conflits de la décolonisation qui le façonnent. La place des immigrés dans la division sociale du travail a par la suite renforcé le racisme et aussi masqué la crise sociale. Dans la mesure où l'appauvrissement d'une partie du prolétariat est assimilé à un problème d'immigration. Réciproquement, le racisme renvoie nécessairement à la question de la colonisation. Le récent décret demandant d'enseigner à l'école les « bienfaits » de la colonisation fut compris comme une véritable provocation. Les récents incendies criminels ou accidentels (conséquence des conditions dans lesquelles on parque les gens) d'hôtels d'immigrés, les successives expulsions d'immeubles occupés par des travailleurs immigrés, tout renforce l'idée que « ce sont toujours les mêmes qui payent ». Les jeunes des quartiers périphériques ont le sentiment de faire partie d'une population qui est désormais superflue, qui ne compte pas, qui est méprisée, qui est traitée comme pègre. Mais ce « destin », leur apparaît comme étant indissociable de leur origine immigrée. Le « racisme social » mêle le racisme tout court et la nature même du système.

Une impuissance généralisée

Cette révolte s'est développée dans un contexte et une atmosphère particuliers. On y retrouve exprimé le sentiment de blocage et d'impasse qui traverse la société. Par exemple, le rejet électoral de la Constitution européenne fut méprisé et considéré comme « une erreur » par les organisations politiques dominantes. Les membres des associations, religieuses ou autres, qui incitent les jeunes à intervenir dans la vie municipale, s'entendent invariablement répondre « Ca ne sert à rien ! ». Une manifestation organisée à Paris par des associations demandant « la fin des violences » et un plus grand investissement des jeunes dans la vie électorale eut un échec retentissant. Surtout, depuis 1995, toute grève et mobilisation sociale ou syndicale se heurtent à un mur. Cette impasse sur le terrain des luttes (mouvement enseignant, mobilisation contre la réforme du système des retraites) est fortement ressentie dans ces quartiers de prolétaires comme partout ailleurs. L'impuissance et le manque de perspectives de cette révolte sont aussi, jusqu'à présent, celles du mouvement social dans son ensemble.

La politique de désengagement de l'Etat dans les mécanismes d'intégration sociale est assujettie à la crise capitaliste. Ainsi que l'orientation libérale s'opposant à la ponction des profits privés et de la richesse bourgeoise. Les moyens et donc l'espace pour la voie des réformes, se sont réduits à néant. La réponse du gouvernement s'est faite avant tout dans le domaine de la répression. Il en profita pour mieux museler toute mobilisation sociale, interdisant tel ou tel rassemblement classé comme menaçant pour l'ordre public. La décision du premier ministre de ressortir une loi - votée par les socialistes à l'époque de la guerre d'Algérie - pour appliquer le couvre feu dans les banlieues inquiéta jusqu'à la presse conservatrice (« Fébrilité » titrera Le Monde). Un jeune dira à un journaliste : « C'est clair, pour eux nous serons toujours des arabes ! ». Grosso modo, cet Etat d'urgence a permis d'isoler les « quartiers à problèmes », de les occuper par la police, d'y effectuer des perquisitions en tout arbitraire. Idéologiquement cette mesure souligne l'identification qui doit être faite entre « population dangereuse » et « population des banlieues », « population immigrée ». Depuis plus de vingt ans, la question sociale ne cesse d'être ainsi transformée en une commode question sécuritaire ². Réduire la question sociale à la question sécuritaire, justifie de ne plus gérer l'exclusion des travailleurs immigrés par le social mais par le répressif.

Mais la conflictualité de la société française, la rage profonde des classes exploitées et le fragile équilibre politique, provoquent quelques hésitations du côté du pouvoir. La classe politique et les capitalistes ne semblent pas prêts, dans son ensemble, à s'engager dans une orientation unique, de criminalisation de la pauvreté, aboutissant à une séparation et à mettre sous enclos les exclus. Le discours « républicain », de l'égalité formelle des chances, a toujours cours, même si chacun sait qu'il ne correspond pas à la réalité sociale. Car reconnaître la faillite de cette idéologie d'intégration reviendrait à affirmer la fin du réformisme et l'inéluctable avènement d'une société à chômage de masse. Aussi, l'option qui repose sur la seule répression soulève quelques problèmes et contradictions. Comment, en effet, faire fonctionner une société moderne avec des villes occupées militairement ? L'exemple récent de Perpignan [3](#) en a montré les limites. L'économie marchande se trouva vite étouffée par l'occupation policière de la ville obligeant les commerçants à demander la levée de l'opération. Plus récemment, l'application du couvre-feu à des villes dortoirs a également posé problème. Ainsi la police fut forcée d'assouplir les mesures de contrôle dans des quartiers de la banlieue nord de Paris où vivent les ouvriers qui font fonctionner l'aéroport Roissy et qui doivent se déplacer durant la nuit.

Différences

Les révoltes actuelles n'ont pas de rapport immédiat avec des affrontements de gangs, ou des faits liés à l'économie de la drogue et au petit banditisme. Ceci ne veut pas dire que les bandes des quartiers soient absentes des affrontements, l'appartenance des jeunes aux bandes peut parfois déterminer les formes de leurs actions. Mais les enjeux de l'« économie parallèle » furent absents. Ces concepts d'« économie parallèle » et d'« économie de la drogue » ne sont d'ailleurs pas fondamentaux à la compréhension de la situation. D'une part, car ils sont de nature policière et introduisent une moralisation du débat, d'autre part car ils sont difficilement mesurables.

L'« économie parallèle » est la forme dominante de survie dans ces quartiers pauvres et l'« économie de la drogue » n'est qu'un de ses aspects, au même titre que le travail illégal. Ceci étant, l'« économie de la drogue » se base sur une forte hiérarchie et sur des pouvoirs forts et répressifs au sein des quartiers. Comme on le sait par l'expérience passée - et pas seulement en France - l'« économie de la drogue » développe de forts liens avec la police, liens qui accélèrent l'implosion des quartiers. Dans le long terme, les caïds de cette économie se rangeront sans doute du côté de l'ordre, car l'occupation policière des quartiers dérange les affaires. Autrement dit, si l'économie parallèle (et celle de la drogue) complète la panoplie de survie trouée du travail précaire dans les banlieues, elle ne fut pas un facteur déterminant dans l'explosion de rage, ou non, des quartiers.

Nous n'assistons pas à des violences qui seraient la réponse à des actes violents de citoyens réactionnaires ou excédés contre des jeunes. Sauf quelques « accident » isolés il n'y eu pas de règlement de compte dans les quartiers. Malgré l'insistance médiatique sur les « violences urbaines », le pouvoir n'a pas mobilisé à son profit l'exaspération des « honnêtes citoyens ». Si le couvre feu a mis tout le monde des quartiers visés dans la même situation, les moyens par lesquels s'exprime la rage se retourneront sans doute, et le plus souvent, contre les révoltés, suscitant une hostilité, créant une division supplémentaire dans les quartiers. Dans un premier temps, le pouvoir politique en a tiré profit dans la fabrication de l'« opinion publique », à long terme il espère récupérer ce désarroi dans le terrain électoral.

En France, la communauté des jeunes prolétaires pauvres n'est pas implosé, comme aux USA ; elle n'est pas cloisonnée selon les communautés ou les religions, comme en GB. Elle réagit toujours comme une communauté d'exploités, d'exclus. Ces révoltes furent avant tout celles des jeunes pauvres des quartiers ouvriers et non uniquement celles des jeunes « issus de l'immigration ». Dans des régions où la pauvreté touche une partie importante de la vieille classe ouvrière non immigrée, comme c'est le cas dans le Nord, beaucoup des interpellés étaient des « émeutiers loin des clichés », des jeunes « Blancs » [4](#). On n'observe pas non plus de séparations « raciales » dans les actes de révolte. C'est là une différence importante avec des émeutes précédentes. Comme celles de Perpignan. Cette fois-ci, il s'agit plutôt de la révolte d'une « figure sociale », le jeune pauvre de banlieue. Lorsque les jeunes affrontèrent la police, ils exprimèrent un sentiment de solidarité et une revendication de respect, un rejet du mépris d'Etat. Lequel lui retourne le mépris des classes bourgeoises et nanties vis-à-vis des jeunes

prolétaires pauvres. Les jeunes révoltés'affirment la revendication de ne pas être traités comme des « criminels ». Ils n'ont cessé de réclamer des « excuses » au pouvoir politique sur les mots employés et des explications sur la mort des deux jeunes. Engagé dans une dynamique répressive, le pouvoir politique s'était interdit de céder, de s'excuser de la mort des jeunes et des mensonges officiels et médiatiques. Car un tel revirement reviendrait à légitimer la révolte. On peut discuter si on s'est trouvé devant un mouvement au sens traditionnel ou plutôt devant un mouvement composé d'actes qui se revendiquent solidairement, d'une attitude commune, opposée à des conditions de vie misérables, à la répression de l'Etat ; mouvement qui exige justice, rejette une condition insoutenable à la longue. Les jeunes des quartiers périphériques pauvres retrouvèrent un sentiment de collectivité dans ces émeutes. On est bel et bien devant une révolte dans les quartiers pauvres prolétaires qui s'est unifiée autour de ces sentiments, contre les forces policières de l'Etat et les politiciens, ses institutions, ses symboles ; enfin, contre les capitalistes qui profitent de cette situation de misère en s'installant dans les zones pauvres en échange d'exonération d'impôts.

Les jeunes et l'école séparés par le feu.

Depuis que ces quartiers voient éclater des révoltes et des émeutes, c'est la première fois que les très jeunes se trouvèrent massivement impliqués. Des quelques 4 400 personnes placées en garde à vue presque 600 furent condamnés, presque 600 mineurs ont été présentés aux juges, dont 118 furent incarcérés. Au total plus d'un demi millier de mineurs furent présentés devant un juge. La question de l'absence de jeunes femmes dans ces révoltes soulève aussi quelques questions, révélatrices des conditions de survie dans ces quartiers. Les filles sont en général peu visibles dans la vie de rue et des bandes ; encore moins la nuit. Leur rapport à l'école est aussi différent de celui des garçons. Pour elles, l'école reste la seule possibilité de sortir des quartiers et, avec des difficultés croissantes, elles arrivent plus facilement à trouver du travail que les garçons. Elles sont aussi plus « protégées » par les « grands frères », dans le bon et le mauvais sens du mot, car il s'agit souvent d'une oppression. Il faut signaler qu'il y a une résistance grandissante des filles à ce contrôle, souvent avec des conséquences tragiques pour leur vie. Tous ces aspects portent la marque des valeurs religieuses, souvent musulmanes, chrétiennes parfois, par exemple dans les communautés de travailleurs portugais, martiniquais, cap-verdeens ou guadeloupéens. Les séparations de sexe ne furent pas dépassées, elles furent même renforcées par le caractère physique des affrontements. Sans doute un signe des limites des révoltes et de leur isolement. Ceci étant, l'absence des filles ne veut pas dire qu'elles ne se soient pas senties concernées par la révolte et par ses causes. En fait, elles furent très présentes dans les diverses manifestations de soutien aux jeunes arrêtés, et devant les tribunaux.

La jeunesse des révoltés établit un lien direct avec les attaques subies par de nombreuses écoles, mises à sac et incendiées. Certes, si on met volontiers l'accent sur la destruction des écoles, c'est souvent pour passer sous silence les attaques de commissariats, Centres des impôts et entreprises qui refusent d'employer les jeunes des quartiers. Pour ce qui est des écoles détruites, même un bureaucrate du syndicat des professeurs est capable de déceler ce lien : « Ces actes sont un symbole. On croit beaucoup à l'école, censée être un ascenseur social. La brûler, c'est dire que ça ne marche pas. On se retourne contre elle parce qu'elle nous a déçus » [5](#). Si les écoles sont incendiées, c'est aussi parce que leur fonction sociale est de faire le premier tri de la future division du travail. De ce point de vue, l'école marche toujours bien. La preuve : l'âge moyen auquel les jeunes des cités décrochent de l'école pour errer ensuite de petits boulots en petits boulots. Un récent rapport parlementaire sur la « prévention de la délinquance » prône même la création d'un système de détection des signes de délinquance dès la crèche [6](#). Plus qu'une rupture, il faut voir dans cette proposition une adaptation de l'école publique à la situation actuelle à l'avenir.

Les religieux hors jeu

Dans ces révoltes, l'argument de la manipulation religieuse tomba à plat. A contrario les questions sociales ont pris le dessus sur l'asservissement religieux. En pleine période du Ramadan, et contre les attentes même du pouvoir, les religieux se trouvèrent débordés, le Recteur de la Mosquée de Paris fut malmené à Clichy juste après la mort des deux enfants, et les barbus qui ont cherché à s'interposer entre la police et les jeunes n'ont rien pu y faire. La

grenade jetée devant la mosquée de Clichy, provocation policière majeure, n'a pas pu être mise à profit par les religieux. Pire, les religieux, leurs associations, se trouvèrent parmi les premiers à accepter l'idée de création de « milices de protection », allant même, par endroits, à organiser des « patrouilles de nuit » pour tenter de calmer les jeunes. Une des plus importantes Associations islamiques de France (la OUIF) poussa le ridicule jusqu'à lancer une fatwa condamnant les violences. En vain, évidemment ! Un responsable islamique se plaint au journaliste, « Ces jeunes sont des paumés, qui ont un lien très mince avec la religion. Quand on leur dit Salam aleykum, ils répondent Bonsoir. »⁷. On pourrait inversement parier qu'au Bonjour du journaliste ils auraient répondu, Salam aleykum ! Autrement dit, chez les jeunes les références religieuses jouent souvent comme repères collectifs, comme une identité d'opposition. Le terreau sur lequel se développe la religion est celui de la poursuite du désastre et de l'exclusion. Or cette révolte exprima le rejet de cette situation, elle aurait voulu pouvoir arrêter le désastre et cette exclusion. Ceci ne veut pas dire que le religieux est fini. Le religieux est le socle du repli, de l'identitaire qui comble l'absence de collectivité centrée sur la question sociale. Alors, les religieux attendent la fin de l'agitation pour récupérer les déçus et les meurtris. Leur rôle reste essentiel pour l'ordre et on peut songer que les idéologues du pouvoir réviseront la place à donner aux institutions religieuses dans le maintien du contrôle social.

Quand la question sociale s'exprime dans le refus

Ces révoltes ont mis en évidence la misère, l'inégalité et l'injustice de classe, bref, elles ont fait un constat du désastre social général. Dans les discours des participants - et autant qu'on leur a donné la parole dans les médias - les questions sociales ont pris le pas sur les problèmes d'immigrés, sur les problèmes de « race », pudiquement appelés « ethniques ». Ce ne fut plus la question des banlieues qui fut posée, mais celle de la logique actuelle de la société.

Parmi les jeunes arrêtés, nombreux sont ceux qui ont des petits emplois, précaires, marginaux, déqualifiés. L'image d'une « population » qui serait totalement en marge du monde du travail est fautive. Comme un grand nombre des habitants de ces quartiers, ils font partie du monde du travail, un jour salarié, chômeur le lendemain. En fait, les protagonistes de ces révoltes donnent une photo, en négatif, de l'état de l'ancienne classe ouvrière. D'un côté ils aimeraient en faire partie. D'un autre côté l'image qui leur est laissée via leurs parents est celle d'un sacrifice sur l'autel du profit, motivant chez eux un fort rejet du monde du travail et du salariat. C'est dans ce sens qu'on peut dire qu'il y a un rejet de l'intégration, intégration perçue comme l'acceptation du monde tel qu'il est, tel qu'il va. « La culture occidentale ne se maintient que du désir du reste du monde d'y accéder. Quand apparaît le moindre signe de refus, le moindre retrait de désir, non seulement elle perd toute supériorité, mais elle perd toute séduction à ses propres yeux. Or, c'est précisément tout ce qu'elle a à offrir de « mieux », les voitures, les écoles, les centres commerciaux, qui sont incendiés et mis à sac Les maternelles ! Justement tout ce par quoi on aimerait les intégrer, les maternelles !... »⁸. Ce mouvement de révolte on peut le lire comme une réponse violente, sans paroles, de la faillite du vieux mouvement ouvrier et de ses institutions, à l'état de défaite de la classe ouvrière. Ces jeunes prolétaires sont condamnés à vie, exclus du salariat classique, à statut permanent, les syndicats et partis de gauche n'existent plus dans ces quartiers, ne représentent plus rien.

Eclairages, limites et impasses

La révolte des exclus de notre époque ne peut pas prendre les voies de la lutte collective du passé, celle des syndicats et des partis, encore moins la voie électorale. Cette population prolétaire marginalisée des sociétés contemporaines ne se reconnaît pas dans les schémas politiques anciens, forgés pendant les années du développement capitaliste, dans un espace réformiste. Les limites, l'impuissance et l'absence de perspectives de ces révoltes sont celles, jusqu'à présent, du mouvement social tout entier. Cette révolte les met en évidence à partir de ce qui n'est plus supportable. Il n'en reste pas moins que ce mouvement de rage sociale porte en lui une impasse. De par sa nature même il rencontre une difficulté à se généraliser car il n'a pas la capacité de bloquer la reproduction de la société.

Nombreux commentateurs ont décelé dans cette révolte une force de détonation puissante. La compréhension critique d'un mouvement de contestation sociale, même limité comme celui-ci, recherche toujours des références, des filiations, ressent le besoin de se réapproprier des « âges d'or ». Ainsi, et pour ce qui est des références à 68, on a remarqué que la grande différence réside dans l'absence d'utopie sociale. On pourrait y ajouter l'absence de relais d'un mouvement de généralisation à d'autres secteurs de la société, ce qui fut, en 1968, la grève générale sauvage. En mai 68, il y a eu un passage (la transmission de la colère), des étudiants vers les ouvriers qui, eux, pouvaient bloquer la société. Vu l'état des rapports de classe dans la société, l'état de la combativité des salariés, ce passage semble actuellement plus qu'improbable, rendant les limites de ces révoltes d'autant plus évidentes.

Ces révoltes et émeutes éclairent aussi la crise de la politique bourgeoise, l'identité des visions de gauche et de droite. Avec des nuances, qui sont de l'ordre de la méthode, l'usage des associations et des « éducateurs » comme pompiers des quartiers, le retour à une police plus « douce », dite « police de proximité ». Projet qui semble aujourd'hui impossible à mettre en application. Pour ce qui est de la revendication d'un autre avenir, d'une baisse du chômage et de la fin de la précarité, la gauche n'a rien à proposer, reste prisonnière des exigences capitalistes. L'application même du « couvre feu » fut soutenue par le PS au nom du nécessaire « retour à la loi et l'ordre », il demanda juste son application « limitée dans le temps », votant timidement contre sa prolongation à trois mois. De son côté, le parti communiste cherche à faire valoir une dernière carte qu'il peut jouer dans le cadre du système. Certains de ses maires, qui dirigent la plupart de ces villes pauvres de banlieue, restent les derniers faibles interlocuteurs du système politique face aux jeunes [9](#).

Ces événements soulignent les difficultés du traitement répressif de la surpopulation ouvrière dans des sociétés ayant une culture historique particulière. Malgré leur marginalité et leur exclusion, ces jeunes restent marqués par l'histoire de la société française, comme le montre l'usage revendicatif des valeurs « égalité » et « justice ». Mais classer les révoltes comme « un mouvement très français » [10](#) est excessif. Plutôt comme un mouvement d'exclus qui revendique de forme révoltée des valeurs encrées dans la société française. Qui fondèrent l'idéologie de la démocratie formelle et du réformisme du passé, qui peuvent aussi être portés par des aspirations égalitaires. D'où l'impact de ces événements sur les classes dirigeantes des autres pays européens. Ce fut un deuxième choc, après le non français à la Constitution européenne.

Les questions de la révolte

Les valeurs exprimés par cette révolte sont-elles, pour l'essentiel, le reflet des valeurs barbares du système ? Celles de la violence de l'exclusion, qu'on retrouve souvent dans les bandes et les gangs de quartier ? Il est vrai, ces jeunes ont dit Non, mais ils n'ont dit Oui à rien de précis. Ceci étant, il y a, dans ce mouvement, des valeurs qui ne sont pas celles du système. Ne pourrait-on pas voir, dans cette forte revendication de respect, de fin de l'humiliation, de l'abolition des formes de racisme à l'usage de l'exploitation, de sentiment d'injustice sociale et d'aspiration d'égalité, les jalons d'une exigence, un désir d'une société différente ? Il y eu aussi le rejet du mépris de classe et du mensonge, le regard politique sur leur propre situation, enfin une solidarité. Dans les quartiers elle s'est manifestée, entre les habitants, avant tout dans leur opposition à la répression, à l'humiliation, au mensonge et au mépris. Et, il est un fait, l'appel à délation de la part de la police ne fut pas suivi d'effet. Certes, ces attitudes ne sont pas dégagées des contraintes propres à toute communauté... Inversement, on peut souligner que l'adhésion massive aux émeutiers ne s'est pas manifestée non plus. L'état d'urgence fut somme toute accepté sans trop de manifestations de mécontentement. Comme quoi la compréhension d'une situation ne traduit pas nécessairement un accord avec les moyens utilisés. Enfin, les émeutiers avaient-ils conscience de lutter contre l'Etat ? Ils exprimèrent en tout cas leur rage et leur opposition contre les institutions de l'Etat qu'ils connaissent au quotidien, la police, l'école, les services sociaux. D'autre part, ce fut la répression de l'Etat qui a unifié la révolte, dans le temps et dans l'espace.

La révolte des jeunes des cités intéresse surtout pour la crise qu'elle ouvre, pas tant pour ce qu'elle fut. Car, et c'est bien là leur essence tragique, il n'y a rien dans la condition de ses jeunes qui peut être porteuse d'avenir, de dépassement de leur misère. Seuls, ils sont condamnés à s'affirmer en négatif seulement, face au système.

Autrement dit, le vrai problème posé par leur révolte et leurs émeutes, est leur isolement du reste de la société, des autres secteurs exploités, avant tout. Nous savions que la résignation et la passivité sont des caractéristiques dominantes de notre époque. Les jeunes sont venus le rappeler et le souligner.

La révolte n'est pas en soi une valeur émancipatrice. On le sait, dans l'histoire elle a pu alimenter des formes politiques fascistes ! Mais, là aussi, la comparaison tombe à plat. Car le fascisme possible de nos jours¹¹ qui reste à définir au même titre que toute forme de réformisme - n'a qu'à faire de ces jeunes prolétaires pauvres et exclus. Reste le mot d'un jeune au journaliste, chargé de sens, « On n'a pas la haine, on a la révolte ! »¹¹. Or, tant qu'il y a de la révolte il y a de l'espoir. Et sans révolte il n'y a pas de subversion possible. Ce possible dépendant, lui, des circonstances historiques, de la situation générale.